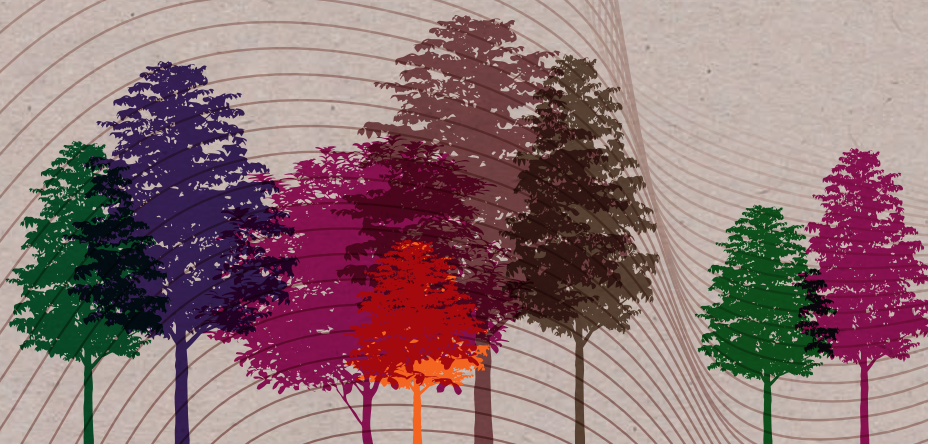


RÉSUMÉ



Organisation
internationale
du Travail



VERS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Travail décent et intégration
sociale dans une économie verte



RAPPORT PAR
L'INITIATIVE DES
EMPLOIS VERTS

En partenariat avec
l'Institut International
d'Etudes Sociales



Vers le développement durable:

Travail décent et intégration sociale dans une économie verte

Résumé exécutif

Résumé exécutif

Le modèle de développement actuel n'est pas viable, pas seulement pour l'environnement, mais aussi d'un point de vue économique, social et d'emploi...

Le modèle de développement du passé est très exigeant en ressources et s'accompagne de coûts grandissants, d'une perte de productivité et d'une activité économique perturbée. Les estimations basées sur le modèle de Global Economic Linkages (GEL) – interdépendance économique mondiale – du BIT montrent que, si le scénario reste inchangé, les niveaux de productivité en 2030 seront de 2,4 pour cent inférieurs à ceux d'aujourd'hui et de 7,2 pour cent inférieurs d'ici à 2050. Ces estimations sont conformes aux conclusions de plusieurs études évaluant les dommages économiques liés à la dégradation de l'environnement et à la perte des services écosystémiques de base (voir chapitre 1).

Le modèle de développement actuel est également inefficace en ce qui concerne l'emploi productif et le travail décent. Il n'a pas permis de créer suffisamment d'emplois décents et a engendré une instabilité systémique croissante liée au secteur financier dont le coût pour les entreprises et les travailleurs dans l'économie réelle est particulièrement élevé.

Au-delà des coûts consécutifs à la destruction d'emplois et à la perte de revenus résultant de la surexploitation des ressources naturelles, on recense aussi d'importants coûts sociaux associés à la dégradation de l'environnement. Si le même scénario continue de prévaloir, ces modes de production et de consommation qui gaspillent les ressources, ainsi que la dégradation continue des sols, la déforestation, la surpêche et le changement climatique, se traduiront par des pénuries d'eau de plus en plus fréquentes et par la flambée des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et d'autres matières premières. Des problèmes comme la pauvreté et les inégalités, la malnutrition et l'insécurité alimentaire, s'en trouveront exacerbés. Cela vient du fait que les ménages à bas revenus consacrent une part significative voire écrasante de leur revenu à leurs dépenses alimentaires et énergétiques. Ces tendances vont infliger des coûts sociaux et économiques massifs.

... alors qu'une économie verte et des entreprises durables créent des dizaines de millions d'emplois verts...

Le rapport établit clairement que pour les pays, à tous les stades de développement, le mouvement vers la durabilité environnementale et des économies plus vertes s'accélère. Déjà, des dizaines de millions d'emplois verts ont été créés. Par exemple, aux Etats-Unis en 2010, l'emploi dans les biens et services écologiques représentait 3,1 millions de personnes (2,4 pour cent), en hausse constante. Les niveaux et les dynamiques sont comparables dans d'autres pays,

comme au Brésil, où 2,9 millions d'emplois verts (6,6 pour cent de l'emploi formel) ont été recensés en 2010 dans les secteurs destinés à réduire les dommages causés à l'environnement.

La croissance de l'emploi a été particulièrement forte dans le secteur des énergies renouvelables, augmentant à un rythme global de 21 pour cent par an. De ce fait, ce secteur emploie aujourd'hui près de 5 millions de travailleurs – plus du double du nombre de personnes employées quelques années auparavant (voir chapitre 5). L'efficacité énergétique est un autre gisement d'emplois important, en particulier dans le secteur de la construction, qui a été particulièrement frappé par la crise économique et financière (voir chapitre 8). Une multitude d'emplois se trouve aussi dans le domaine des services écosystémiques: par exemple, dans l'Union européenne, 14,6 millions d'emplois directs et indirects protègent la biodiversité et réhabilitent les ressources naturelles et les forêts. Et la Chine a créé plus d'un million d'emplois dans ses programmes forestiers.

... et qu'il existe un véritable potentiel pour créer davantage de possibilités de travail décent...

La transition vers une économie verte crée des emplois dans toute une série de secteurs. En fait, de plus en plus d'évaluations montrent que des gains nets sont possibles. La plupart des études indiquent des gains de l'ordre de 0,5 à 2 pour cent, ce qui se traduirait par 15 à 60 millions d'emplois supplémentaires à l'échelle mondiale. Des stratégies de croissance verte plus ambitieuses pourraient se concrétiser par des gains nets d'emploi supérieurs en déclenchant une nouvelle vague d'investissements dans l'économie réelle, comme le suggèrent les études menées en Allemagne et en Australie (voir chapitre 10). Un potentiel considérable existe aussi dans les pays émergents ou en développement. Par exemple, des investissements internationaux ciblés de 230 milliards de dollars par an en vue de limiter la déforestation et la dégradation des forêts (REDD+) pourraient financer jusqu'à 8 millions d'emplois à temps plein supplémentaires dans les pays en développement (voir chapitre 3).

Les inquiétudes liées aux pertes d'emploi causées par l'écologisation de l'économie sont dès lors exagérées. Si des suppressions d'emploi peuvent se produire dans certains domaines de l'économie, leur nombre semble gérable. Dans les pays industrialisés, dont les marchés du travail devraient subir les plus fortes répercussions, la transition entre secteurs de l'économie ne devrait affecter qu'un pour cent de la main-d'œuvre. La mobilité des travailleurs entre entreprises devrait être dix fois supérieure mais resterait encore limitée par rapport aux changements qui ont accompagné la mondialisation ces dernières décennies.

La modélisation réalisée pour ce rapport nous livre une conclusion importante: les résultats obtenus en matière d'emploi et de revenu sont largement fonction des instruments politiques utilisés et des institutions qui les mettent en œuvre, plutôt qu'une dimension inhérente à la transition écologique de l'économie.

Les résultats sont aussi propres à chaque pays, d'où la nécessité de disposer d'évaluations à l'échelle nationale. Le travail a commencé, avec le soutien de l'OIT et d'autres, mais la plupart des analyses demeurent cantonnées aux économies développées et à quelques rares économies émergentes. Cependant, les gains nets d'emploi devraient être plus élevés dans les pays émergents et en développement; ces pays ont la possibilité de combler leur retard dans un

certain nombre de domaines, en particulier en ce qui concerne l'usage des technologies, évitant ainsi les coûts liés au remplacement des infrastructures du passé devenues obsolètes et à la substitution d'emploi correspondant.

... et pour améliorer l'inclusion sociale.

Une économie plus respectueuse de l'environnement peut aussi apporter une contribution majeure à la réduction de la pauvreté en améliorant les revenus. C'est surtout le cas pour plus de 400 millions de petits exploitants agricoles dans les pays en développement. Certains exemples sont encourageants. Dans des pays comme l'Ouganda et Madagascar, les investissements réalisés pour permettre aux agriculteurs d'adopter des pratiques moins nuisibles pour l'environnement mais qui sont plus productives et offrent un meilleur accès au marché, ont été très efficaces (voir chapitre 2). On peut envisager des résultats similaires pour les 15 à 20 millions de ramasseurs d'ordures informels qui occupent actuellement des emplois précaires et dangereux et touchent des rémunérations souvent inférieures au seuil de pauvreté. Les expériences menées au Brésil, en Colombie et dans d'autres pays montrent que l'officialisation et l'organisation de ces travailleurs et leur intégration dans un système de recyclage moderne engendrent des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux considérables (voir chapitre 7).

L'écologisation de l'économie nous donne aussi l'occasion d'améliorer l'inclusion sociale en relevant les défis de la pauvreté énergétique et des difficultés d'accès à l'énergie. Dans la plupart des pays, les pauvres dépensent une part disproportionnée de leur revenu pour se procurer de l'énergie et une part encore plus importante pour des biens et services comme l'alimentation et les transports. Ainsi, dans une bonne partie de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, et dans certaines régions d'Europe, la proportion des dépenses d'énergie pour les ménages modestes est trois fois supérieure – et parfois jusqu'à 20 fois – à celle des ménages aisés. La situation est aggravée par le fait que beaucoup de ménages pauvres ne peuvent pas accéder à des logements ou des moyens de transport économes en énergie.

Dans les pays en développement, environ 1,3 milliard de personnes n'ont aucun accès à une énergie propre et moderne. Agir davantage pour faciliter l'accès à des énergies renouvelables permettrait d'apporter une contribution majeure pour surmonter la pauvreté énergétique et l'accès défaillant à l'énergie. De plus, ces efforts pourraient créer les emplois et les revenus dont on a tant besoin dans la production d'énergie, et plus encore grâce à l'utilisation de cette énergie. Par exemple, au Bangladesh, un programme initié par l'ONG Grameen Shakti a donné accès à une électricité propre à plus d'1,2 million de familles rurales démunies par l'intermédiaire de petits panneaux solaires domestiques; cela a permis de créer des emplois directs pour plusieurs milliers de femmes et quelque 60 000 emplois dans les activités en aval, surtout pour les jeunes (voir chapitre 5). Une économie plus verte peut donc aussi concourir à l'égalité entre hommes et femmes. Les femmes seraient en effet les principales bénéficiaires des progrès réalisés dans les petites exploitations agricoles ou le recyclage par exemple. L'accès aux énergies propres, au logement social à haut rendement énergétique et aux transports propres, allègerait le fardeau qui pèse actuellement sur les femmes et leur ouvrirait de nouvelles perspectives.

Dans le contexte d'une économie verte, plusieurs secteurs clés vont connaître une transformation radicale.

Alors que les changements en matière d'emploi et de revenu seront perceptibles dans l'ensemble de l'économie, huit secteurs clés vont connaître une évolution majeure: l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'énergie, l'industrie manufacturière, le recyclage, la construction et les transports (voir chapitres 2 à 9). A eux tous, ces secteurs emploient 1,5 milliard de travailleurs dans le monde, soit environ la moitié de la main-d'œuvre mondiale.

- *L'agriculture* est le plus gros employeur mondial avec plus d'un milliard de travailleurs, y compris un grand nombre d'ouvriers agricoles pauvres et d'agriculteurs vivriers (essentiellement des femmes). En investissant massivement dans les compétences, les infrastructures rurales et l'organisation pour permettre aux petits exploitants d'adopter des pratiques agricoles plus productives et plus respectueuses de l'environnement, il serait possible de renforcer la sécurité alimentaire, de sortir des dizaines de millions de personnes de la pauvreté et de prévenir l'accélération de l'exode rural (voir chapitre 2).
- Dans *l'industrie forestière*, les pratiques non durables ont déjà provoqué des pertes d'emploi, parfois à très grande échelle. La gestion durable des forêts produit à la fois des services environnementaux essentiels et des matériaux renouvelables de base pour d'autres secteurs, tout en offrant des emplois de qualité (voir chapitre 3).
- Le *secteur de la pêche* est confronté à un défi majeur, quoique temporaire, de transition lié à la surpêche. Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que l'immense majorité (95 pour cent) des 45 millions de travailleurs employés dans la pêche est constituée d'artisans-pêcheurs pauvres sur les littoraux des pays en développement. Une limitation temporaire des prises est indispensable dans de nombreuses pêcheries si l'on veut éviter l'épuisement des stocks de poisson et permettre leur reconstitution en vue d'une production alimentaire et d'emplois durables (voir chapitre 4).
- Dans le *secteur de l'énergie*, une croissance rapide de l'emploi dans les énergies renouvelables, des progrès en matière d'efficacité énergétique et un meilleur accès à l'énergie peuvent déboucher sur des gains majeurs en termes de débouchés professionnels et de revenus, ainsi que sur d'importants bénéfices pour l'environnement. La production d'énergie fossile devrait connaître des suppressions d'emplois, nécessitant des politiques qui garantissent une transition équitable pour les travailleurs et leurs communautés (voir chapitre 5).
- *L'industrie manufacturière à forte intensité de ressources* connaît un déclin de l'emploi depuis des décennies, dans lequel l'environnement a joué un rôle mineur. Cependant, une économie respectueuse de l'environnement pourrait accroître la demande pour ces produits industriels, contribuant à améliorer la compétitivité tout en protégeant l'emploi, voire en créant de nouveaux emplois (voir chapitre 6).
- Le *recyclage* est indispensable à l'efficacité énergétique, à la gestion sûre des déchets, pour éviter le gaspillage et pour récupérer les matériaux de valeur. L'emploi pourrait être notablement accru si l'on améliorait le taux de recyclage; cela représente aussi un énorme potentiel pour améliorer l'insertion sociale et réduire la pauvreté grâce à la

formalisation, parce que la majorité des ramasseurs de déchets, surtout les femmes et les enfants, sont confinés dans l'emploi informel (voir chapitre 7).

- Les *bâtiments* à haut rendement énergétique présentent le plus fort potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'usage des ressources. Les possibilités de création d'emplois sont également très nombreuses dans les nouveaux bâtiments verts et plus encore dans la rénovation du vaste parc des anciens bâtiments. Pour connaître le succès, la stratégie devra s'articuler sur le développement des compétences et sur la préparation et le développement des petites et moyennes entreprises (PME) qui dominent ce secteur (voir chapitre 8).
- Les *transports* sont au centre du fonctionnement des économies modernes et sont indispensables au développement, mais ils constituent aussi la plus forte source d'émissions de gaz à effet de serre. Néanmoins, des gains substantiels en matière d'emploi peuvent être obtenus par une transition vers les transports en commun et vers des véhicules plus économes en énergie (voir chapitre 9).

Pour conforter la dynamique vers une économie verte et établir un nouveau modèle de développement durable, nous avons besoin d'une approche politique d'ensemble. Cette approche doit reconnaître les problèmes spécifiques à chaque pays et à chaque secteur tout en garantissant que des possibilités de travail décent et d'inclusion sociale sont obtenues. Cela passe par la mise en œuvre d'une stratégie à trois piliers:

1. Proposer un savant dosage de structures et d'aides incitatives pour encourager l'écologisation de l'économie

Une économie plus respectueuse de l'environnement repose sur des modes de production et de consommation durables qui impliquent des modifications dans les pratiques de la plupart des entreprises et des changements structurels dans l'ensemble de l'économie. Cette transition doit non seulement inciter les entreprises à investir mais aussi leur donner la capacité d'adopter le nouveau mode de production. Une économie verte peut mutuellement se renforcer avec un marché du travail favorable et des progrès en matière de développement social, mais ce n'est pas automatique. Cela va dépendre de la qualité des politiques et des institutions capables de les mettre en œuvre.

- ***Introduire une réforme de la fiscalité environnementale, en particulier une écotaxe, qui reporte le poids du prélèvement du travail vers l'utilisateur et le pollueur.*** La bonne stratégie sera celle qui reliera les différentes dimensions du développement durable de façon à produire des résultats positifs dans tous les domaines. Par exemple, le modèle GEL indique qu'en combinant une écotaxe avec des mesures de soutien à l'emploi, la productivité multifactorielle sera supérieure à ce qu'elle serait dans le cas d'une taxe écologique isolée: 1,5 pour cent de plus d'ici à 2020, et même 5 pour cent à l'horizon 2050. Il semble de plus en plus établi que l'impact net sur l'emploi sera également positif. A l'échelle mondiale, si l'on imposait une taxe sur les émissions de CO₂ et qu'on utilisait les revenus ainsi obtenus pour réduire le coût du travail, ce sont alors jusqu'à 14 millions d'emplois nets qui pourraient être créés.

- **Encourager les investissements dans l'économie verte.** Des marchés de produits efficaces sont indispensables, mais les signaux actuels du marché ne mobilisent et n'orientent pas assez les investissements dans la bonne direction. Les investissements ont été notoirement insuffisants dans de nombreux domaines, notamment les sources d'énergie propres et modernes, les logements à haut rendement énergétique, la production manufacturée et les transports, l'agriculture durable et les infrastructures rurales, ainsi que la réhabilitation des services écosystémiques. En plus d'ajuster les mesures d'incitations économiques, des programmes ciblés, notamment des dispositifs de travaux publics dont l'efficacité est avérée, seront nécessaires. Les transferts de technologie comme ceux qui sont envisagés pour REDD+ aideront les pays en développement à créer les emplois indispensables en investissant dans les services environnementaux.
- **Apporter un soutien sur mesure aux entreprises, en particulier aux PME.** Le rôle des PME dans la transformation vers une économie plus verte sera vital pour réussir l'écologisation de l'économie, en particulier en termes sociaux et d'emploi. En effet, les PME fournissent deux-tiers voire plus de l'emploi total, elles sont aussi la plus grande source de création d'emplois et d'innovation. Coopératives, associations professionnelles et partenariats tout au long des processus de production peuvent jouer un rôle utile pour aider les PME à se développer et à perdurer, mais nous aurons également besoin de politiques qui permettent aux PME de suivre avec succès la transition vers une économie respectueuse de l'environnement et de saisir les occasions qui s'offrent à elles. Cela vaut en particulier pour la construction, l'énergie, les industries fortement consommatrices de ressources, les transports, l'agriculture et la pêche. La création et la croissance des PME sont particulièrement sensibles à plusieurs facteurs, y compris un environnement généralement favorable d'un point de vue réglementaire et institutionnel – un environnement qui facilite le démarrage et le développement des entreprises dans le cadre de l'économie formelle – et l'accès à l'information, aux marchés verts, aux programmes de qualification, aux technologies et au financement. La réglementation environnementale, la recherche et développement, ainsi que les commandes publiques, doivent tenir compte des besoins et des limites des PME.

2. Garantir que l'emploi, le travail décent et l'inclusion sociale sont consubstantielles à toute stratégie de développement durable

Il nous faut d'urgence adopter une approche du développement durable qui place les gens, la planète et la justice au cœur du processus politique. C'est tout à fait possible, mais l'économie verte n'est pas, par nature, ni inclusive ni durable d'un point de vue social. Pour tirer le meilleur parti des opportunités et parvenir à une juste transition qui maîtrise les risques, des politiques sociales et de marché du travail doivent compléter les politiques économiques et environnementales.

- **Mettre en place les politiques sociales et de marché du travail qui sont indispensables à un développement durable sans exclusion sociale.** Les efforts doivent porter sur le renforcement de la protection sociale, sur les politiques actives du marché du travail, en particulier le renforcement des compétences, et sur des programmes destinés aux

catégories défavorisées. Les mesures de soutien aux revenus, comme les allocations chômage ou les transferts, seront vitales et devront être liées à d'autres mesures telles que l'aide à la recherche d'emploi et la mise en adéquation de l'offre et de la demande par les services d'emploi. Si la plupart de ces politiques valent pour tout changement structurel sur les marchés du travail, elles doivent s'accorder aux transitions et aux dynamiques qui sont propres à l'écologisation des entreprises, dans l'ensemble de l'économie et en fonction des secteurs. Elles peuvent aussi être adaptées à un lieu et combinées avec la diversification économique là où se concentrent les modifications du marché du travail, dans des régions et des activités particulières. Cela va nécessiter le renforcement et parfois la création d'institutions du marché du travail. Contrairement à d'autres transformations structurelles, celles qui sont associées à la transition écologique de l'économie peuvent, dans une large mesure, être anticipées. L'identification précoce des atouts et des risques et pertes potentiels est possible grâce à des méthodes d'évaluation et des outils de modélisation, ainsi qu'à travers un dialogue avec les organisations d'employeurs et les syndicats.

- ***Mettre l'accent sur les politiques de qualification et d'éducation pour faciliter la transition vers l'emploi et améliorer l'employabilité.*** C'est essentiel parce que sans travailleurs qualifiés et sans entreprises performantes la transition vers une économie verte ne serait ni techniquement possible, ni économiquement viable. L'économie verte va faire émerger de nouvelles professions; elle nécessitera surtout l'acquisition de nouvelles compétences pour exercer les métiers traditionnels et modifiera la hiérarchie des professions qui recrutent. Les faits abondent dans le monde entier pour dire qu'il est possible et nécessaire d'anticiper les besoins futurs de qualifications et de procéder à des ajustements des systèmes d'enseignement et de formation. Ce peut être un tremplin utile pour donner aux jeunes, aux femmes et aux autres catégories défavorisées, un accès aux emplois et aux activités génératrices de revenus que créera l'économie verte.
- ***Garantir l'équité entre les hommes et les femmes.*** Les résultats positifs potentiels pour les femmes ne sont pas plus automatiques que les autres résultats sociaux de l'écologisation de l'économie. Des programmes ciblés seront indispensables et nécessiteront souvent des réformes juridiques, par exemple en matière de droits de propriété, d'égalité d'accès aux offres d'emploi et de qualification, et d'une meilleure représentation des femmes dans la prise de décision.
- ***Utiliser la protection sociale comme levier du développement durable.*** L'utilité des socles de protection sociale pour atténuer les effets des crises économiques sur les ménages individuels et l'économie au sens large a été largement démontrée. Les mêmes mécanismes à l'œuvre en période de crise peuvent aussi faciliter les transitions écologiques, par exemple en protégeant les travailleurs licenciés qui cherchent un nouvel emploi ou qui entreprennent une reconversion. Ils peuvent constituer une part importante d'un ensemble de mesures permettant d'aider les pauvres des pays en développement victimes du changement climatique, de rémunérer les pauvres pour les services environnementaux et de remédier à la pauvreté énergétique.

La faculté de la protection sociale à bâtir des capacités rurales de production et de résistance au climat est démontrée par les investissements à grande échelle dans le cadre de la Loi de garantie nationale de l'emploi rural en Inde et dans les Programmes étendus de travaux publics en Afrique du Sud. Le programme de «bourse verte» au Brésil et le Plan national de «Quisqueya verte» en République dominicaine constituent deux exemples réussis de mécanismes de soutien financier permettant de rémunérer les ménages pauvres pour les services environnementaux qu'ils fournissent, en protégeant les forêts et la vie marine. En outre, ils peuvent donner accès à l'énergie et à des logements à haut rendement énergétique, ainsi que servir à compenser les hausses des prix des carburants résultant de la réforme des subventions ou de la tarification des émissions. Sinon, ils frapperaient de manière disproportionnée les ménages pauvres, une situation qui s'est souvent soldée par des mouvements de protestations et par le blocage des réformes dans certains pays.

3. Placer le dialogue social au centre de l'élaboration des politiques afin d'en améliorer la cohérence et de garantir une transition réussie vers un nouveau modèle de développement

Le dialogue social a pour but de promouvoir la recherche du consensus entre les principales parties prenantes. Un dialogue efficace peut aider à résoudre les problèmes socioéconomiques cruciaux et à améliorer la performance économique. Étant donné que la conversion écologique de l'économie va entraîner de profonds changements dans les processus de production et les technologies, ainsi que des réallocations d'emplois, une coopération étroite entre le gouvernement et les partenaires sociaux sera indispensable à la réussite de cette transformation.

- ***Le dialogue social conduit à de meilleurs résultats, plus durables.*** En Allemagne, le programme de rénovation des bâtiments pour gagner en efficacité énergétique a mobilisé environ 100 milliards d'euros au cours de la décennie écoulée, faisant de ce programme le plus vaste du genre au monde. À l'origine, le programme avait été proposé au gouvernement par les syndicats et les organisations d'employeurs comme un «pacte en faveur de l'environnement et de l'emploi». Il allège les factures d'énergie, réduit les émissions de CO₂ et fournit environ 300 000 emplois directs par an. Le rapport recense de nombreux cas similaires où le dialogue social apporte une contribution vitale à l'écologisation de l'économie, qu'il s'agisse d'entreprises individuelles ou de programmes nationaux à grande échelle.
- ***Le tripartisme veille à ce que la qualité de l'emploi soit au cœur de l'économie verte.*** Une économie plus respectueuse de l'environnement ne crée pas nécessairement des emplois décents de grande qualité. La qualité de l'emploi doit faire l'objet d'un suivi et des mesures doivent être prises pour garantir que la législation du travail s'applique et que les travailleurs et les employeurs peuvent s'organiser et faire usage de la négociation collective. À cet égard, les normes internationales du travail offrent un cadre juridique et institutionnel et une orientation pratique pour une économie plus verte et plus durable. De la même manière, alors que l'économie verte a de fortes chances d'être plus saine et plus sûre pour les travailleurs et le grand public, nous

devons néanmoins rester attentifs et prévenir d'éventuels nouveaux risques professionnels.

- ***Un dialogue social authentique est nécessaire pour garantir la cohérence des politiques et l'adoption du changement.*** Les politiques cohérentes et éclairées qui résultent d'un large soutien et d'un engagement actif des acteurs et de la société tout entière seront indispensables pour garantir que la transition vers l'économie verte est durable. Elles ne verront le jour qu'au terme d'un dialogue fructueux entre les parties prenantes, notamment les organisations d'employeurs et les syndicats qui sont les acteurs clés du marché du travail. Des politiques et des programmes nationaux d'envergure ont ainsi été mis en œuvre grâce au dialogue social dans le cadre du Grenelle de l'environnement en France, de la stratégie climatique au Brésil et de l'Accord en faveur de l'économie verte en Afrique du Sud (voir chapitre 10).

Le développement durable, l'inclusion sociale et la transition vers une économie respectueuse de l'environnement sont indispensables, mais le calendrier est serré. Le rapport offre une mine de leçons stratégiques, de bonnes pratiques et de programmes à succès, dont un bon nombre à grande échelle. Il démontre qu'une économie verte assortie d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, qui permet la réduction de la pauvreté et l'insertion sociale, est à la fois nécessaire et possible. Plus tôt la transition vers le développement durable et vers l'économie verte débutera, mieux nous pourrons la gérer de manière à éviter le coût social et économique d'un changement brutal et à saisir les possibilités de développement économique et social qu'elle recèle.

